

**SIVOM DU LITTORAL DES MAURES
CAVALAIRE-SUR-MER / LA CROIX-VALMER**

Département du VAR

Arrondissement de DRAGUIGNAN

D E L I B E R A T I O N N° 2023-07-06-39

OBJET : Fixation du régime indemnitaire global des régisseurs de recettes

L'an deux mille vingt-trois, le 28 novembre à 15h30, les membres du Comité Syndical du SIVOM du littoral des Maures, dûment convoqués le 22 novembre 2023 se sont réunis, dans les locaux du SIVOM, sous la Présidence de Monsieur Philippe LEONELLI, Président du SIVOM du littoral des Maures.

Membres titulaires en exercice : 8

Membres présents :

Philippe LEONELLI, Président, Maire Cavalaire-sur-Mer,
Bernard JOBERT, Vice-Président, Maire de la Croix-Valmer,
Jean-Paul DUBOIS, Conseiller municipal, Mairie de Cavalaire-sur-Mer,
Philippe BURNER, Conseiller municipal, Cavalaire-sur-Mer,
Catherine WYDOOGHE, Conseillère municipale, Mairie de Cavalaire-sur-Mer,
René CARANDANTE, Adjoint, Mairie de la Croix-Valmer,
Robert DALMASSO, Adjoint, Mairie de la Croix-Valmer,
Pierre MONETON, Conseiller municipal, Mairie de la Croix-Valmer,

Membre excusé :

Philippe VANDELDE, Adjoint, Mairie de Cavalaire-sur-Mer, représentée par Mme Catherine WYDOOGHE,

A été élu secrétaire de séance : M. Robert DALMASSO

Le quorum requis étant atteint, le Comité Syndical peut valablement délibérer.

Monsieur le Président soumet au Comité Syndical le rapport suivant :

Depuis l'instauration du RIFSEEP, il n'est plus possible de verser d'autres indemnités de quelque nature que ce soit, ce régime indemnitaire étant exclusif de toute autre indemnité.

Outre la régie d'avances mise en place le 19 février 2013, le SIVOM du littoral des Maures doit créer deux régies de recettes « contrôle de conformité assainissement » et « chambre funéraire ». Des agents seront alors nommés régisseurs pour le compte du SIVOM. A ce titre, ils percevront une indemnité à intégrer dans le RIFSEEP en une part intitulée « I.F.S.E. régie ». Son montant sera fixé par le Président par voie d'arrêté individuel, dans les conditions et selon les montants de référence définis par la présente délibération.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

VU la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,
VU les arrêtés ministériels des corps de référence dans la Fonction Publique de l'Etat,

Le Comité Syndical,
Où l'exposé de Monsieur Le Président,
Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité des membres présents,

DECIDE :

ARTICLE 1

D'INSTAURER une part supplémentaire « IFSE régie » dans le cadre du RIFSEEP pour les futurs régisseurs de recettes.

ARTICLE 2

DE VALIDER les critères et montants tels que définis ci-dessus :

1- Les bénéficiaires de la part IFSE régie

L'indemnité peut être versée aux fonctionnaires titulaires et stagiaires mais également aux agents contractuels responsables d'une régie.

Elle est versée annuellement en complément de la part IFSE prévue pour le groupe de fonctions d'appartenance de l'agent régisseur.

Dès lors qu'il sera mis fin aux fonctions de régisseurs d'un agent, celui-ci cessera de bénéficier de l'IFSE régie.

2 – Les montants de la part IFSE régie

RÉGISSEUR D'AVANCES	RÉGISSEUR DE RECETTES	RÉGISSEUR D'AVANCES et de recettes	MONTANT du cautionnement (en euros)	MONTANT annuel de la part IFSE régie (en euros)
Montant maximum de l'avance pouvant être consentie	Montant moyen des recettes encaissées mensuellement	Montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des recettes effectuées mensuellement		<i>Montants à définir pouvant être plus élevés que ceux prévus dans les textes antérieurs dans le respect du plafond réglementaire prévu pour la part fonctions du groupe d'appartenance de l'agent régisseur</i>
Jusqu'à 1 220	Jusqu'à 1 220	Jusqu'à 2 440	-	110 minimum
De 1 221 à 3 000	De 1 221 à 3 000	De 2 441 à 3 000	300	110 minimum
De 3 001 à 4 600	De 3 001 à 4 600	De 3 000 à 4 600	460	120 minimum
De 4 601 à 7 600	De 4 601 à 7 600	De 4 601 à 7 600	760	140 minimum
De 7 601 à 12 200	De 7 601 à 12 200	De 7 601 à 12 200	1 220	160 minimum
De 12 200 à 18 000	De 12 201 à 18 000	De 12 201 à 18 000	1 800	200 minimum
De 18 001 à 38 000	De 18 001 à 38 000	De 18 001 à 38 000	3 800	320 minimum
De 38 001 à 53 000	De 38 001 à 53 000	De 38 001 à 53 000	4 600	410 minimum
De 53 001 à 76 000	De 53 001 à 76 000	De 53 001 à 76 000	5 300	550 minimum
De 76 001 à 150 000	De 76 001 à 150 000	De 76 001 à 150 000	6 100	640 minimum
De 150 001 à 300 000	De 150 001 à 300 000	De 150 001 à 300 000	6 900	690 minimum
De 300 001 à 760 000	De 300 001 à 760 000	De 300 001 à 760 000	7 600	820 minimum
De 760 001 à 1 500 000	De 760 001 à 1 500 000	De 760 001 à 1 500 000	8 800	1 050 minimum
Au-delà de 1 500 000	Au-delà de 1 500 000	Au-delà de 1 500 000	1 500 par tranche de 1 500 000	46 par tranche de 1 500 000 minimum

ARTICLE 3

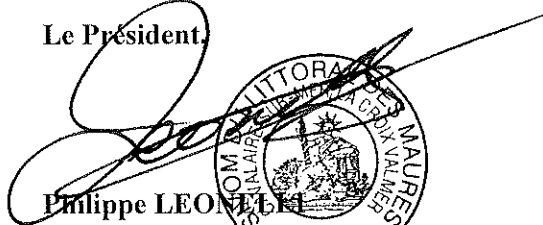
D'INSCRIRE les crédits correspondants au budget.

POUR EXTRAIT CONFORME

A Cavalaire-sur-Mer, le 29/11/2023

Transmis à la Sous-Préfecture le **04 DEC. 2023**

Le Président,


Philippe LEONETTI
Maire de Cavalaire-sur-Mer



AR Prefecture

083-248300105-20231129-2023070639-DE
Reçu le 04/12/2023